

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1142>

A. Plaisir : LKP & la revendication sur les prix & le pouvoir d'achat

- Dossier spécial LKP - Prises de parole du LKP -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 21 octobre 2009

Mis   jour le : mercredi 21 octobre 2009

UGTG.org

La transcription de l'intervention d'Alain Plaisir, secrétaire général de la CTU [Centrale des Travailleurs Unis] et en charge au sein du LKP des négociations sur les prix [produits alimentaires - fournitures scolaires - matériaux de construction - pièces détachées automobiles (moteur)], à l'occasion du meeting organisé à Baie-Mahault avec des invités (syndicalistes et avocats) de Martinique et de Guyane.



Bonswa moun bann maho, bonswa pèp Gwadeloup

Je vais parler des prix, comme je pourrais parler de la vie chère ou de l'argent facilement gagné par les importateurs...

Nous avons comme invités les camarades de la Martinique et de la Guyane. Et effectivement, dans nos trois pays, on a affaire à la même exploitation, à la même vie chère. Si nous avons pareilles similitudes, c'est parce que nous sommes tous trois dans le même système colonial : un système basé sur l'exploitation des travailleurs mais également sur des profits réalisés avec facilité par les importateurs.

Ce système, on le retrouve donc en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, mais aussi à la Réunion. Et ce n'est pas un hasard. Car dans ces quatre pays on retrouve les mêmes individus au centre des importations, au centre de la grande distribution : en général ce sont les blancs, en général ce sont les blancs.

Ce sont eux qui depuis des siècles tiennent l'import-export. Aujourd'hui l'export a disparu ; il n'y a plus que l'import : et c'est dans ce secteur qu'ils réalisent leurs profits faciles ; en recyclant l'argent public.

[...]

En réalité, tout l'argent qui rentre en Guadeloupe, tout l'argent que nous produisons en Guadeloupe, rentre dans la poche de ces gens-là. En somme c'est un système mis en place pour permettre à ces gens de recycler l'argent public : cet argent rentre dans nos poches, mais ressort tout aussi rapidement car nous achetons à leurs mains.

Et ce que nous achetons en priorité, ce sont des produits alimentaires ; surtout lorsqu'on dispose d'un revenu modeste. Dans ces cas, on ne peut épargner, ni s'acheter une maison. Par contre, on achètera obligatoirement ce qui est nécessaire à la survie, à la reproduction de la force de travail pour être en mesure de reprendre le travail

le lendemain, et nourrir les siens.

Nous consommons donc principalement des produits alimentaires... Et c'est ce secteur que les capitalistes ont investi, c'est là qu'ils s'enrichissent. Ils ne sont pas dans l'industrie... On n'a jamais vu misy HAYOT développer la moindre industrie en Guadeloupe ; pas plus que misy DESPOINTES. Toutes ces personnes que vous connaissez sont là, au cœur de la pwofitasyon.

C'est pourquoi au sein du LKP nous avons placé cette question au cœur de toutes nos revendications. L'objet principal était la défense du pouvoir d'achat des travailleurs.

Ce pouvoir d'achat des travailleurs, c'est en premier lieu l'augmentation des salaires. Augmentation obtenue avec l'accord Bino pour les plus bas salaires. Nous avons également obtenu l'ouverture de négociations avec la grande distribution et avec les grossistes pour permettre une baisse des prix. Car nous devons bien comprendre que même si votre salaire est augmenté mais qu'à côté les prix continuent de grimper... eh bien, on n'a pas de pouvoir d'achat. On aura beau gagner 4000 euros, si la vie est trop chère, on n'aura qu'un faible pouvoir d'achat. Et plus votre salaire est faible, plus faible sera votre pouvoir d'achat ; car en réalité tout votre argent passe dans la consommation. Sans possibilité d'épargner.

C'est pourquoi nous avons mis l'accent sur cette question du pouvoir d'achat, en ciblant à la fois les bas salaires et la baisse des prix.

C'est pourquoi nous avons signé à ce jour 19 accords avec la grande distribution portant sur la baisse des produits de première nécessité et sur les produits d'hygiène. Nous avons aussi négocié pour les personnes handicapées, qu'il ne faut pas oublier : par un accord nous avons obtenu une baisse de 15% du prix des appareils pour personnes handicapées. Nous avons aussi obtenu des baisses pour les fournitures scolaires. Nous avons aussi négocié le prix des pièces de moteur automobiles...

Et à compter du 14 octobre dernier, nous devions négocier avec les vendeurs de matériaux de construction. Nous les avons attendus en vain : ils refusent toute négociation avec le LKP, arguant de la liberté des prix. Nous avons demandé [à l'Etat] de les reconvoquer !

Mais nous disons aussi que s'ils adoptent cette position, c'est parce que la mobilisation a faibli. C'est parce que nous ne sommes plus dans le même rapport de force que celui que nous avons connu durant les 44 jours de grève ! Car à ce moment, ils sont tous venus négocier, jusqu'à 3 heures ou 4 heures du matin. Les plus grands capitalistes de la Guadeloupe : les Reynal, les Despointes...

Ils sont venus car le peuple était en mouvement. Et c'est cette leçon que nous devons tirer ! Lorsque le peuple est mobilisé et déterminé, tout devient possible. Nous disons donc camarades, qu'il faut continuer la mobilisation !

Or c'est dans le secteur des matériaux de construction qu'il y a le plus de pwofitasyon. Car il n'y a aucune raison que ces matériaux de construction coûtent plus qu'en France. Et nous les mettons au défi d'accepter un débat sur le prix de ces matériaux en Guadeloupe !

Et pour les défendre, les pouvoirs publics nous disent que les prix sont libres. Cela signifie quoi ? Qu'un commerçant, un capitaliste, peut du jour au lendemain augmenter, voire doubler ses prix. La loi l'y autorise ; en l'occurrence, la loi Balladur de décembre 1986. Ce serait donc à la concurrence de réguler les prix...

Or on sait bien qu'en Guadeloupe il n'y a pas de concurrence, puisque c'est [l'Autorité de la Concurrence elle-même qui dans son rapport](#) a affirmé qu'un seul de ces capitalistes détenait plus de 45% des surfaces commerciales. Alors que la loi interdit toute concentration supérieure à 25%...

Par contre, la loi interdit toute pratique anticoncurrentielle. Or la même Autorité de la concurrence a indiqué qu'il y avait entente pour fixer les prix.

La loi stipule également que les remises, les marges arrières, doivent être réparties au consommateur final. En Guadeloupe, ces marges arrières - qui peuvent atteindre 20% - ne sont pas déduites du prix des produits.

En définitive, ces capitalistes ont des pratiques que la loi devrait normalement réprimer. Or ce n'est pas le cas !

Quand donc ils nous disent que les prix sont libres, nous leur disons : d'accord, vous n'y pouvez pas grand chose au niveau des prix. Mais par contre, vous pouviez sanctionner les ententes illicites et un certain nombre d'abus. La loi le permet ! C'est pourquoi nous exigeons de l'Etat qu'il joue son rôle de défense du consommateur. Mais nous, LKP, disons aussi que le système libéral actuel qui permet aux capitalistes de pratiquer les prix qu'ils veulent - particulièrement en Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion -, nous en Guadeloupe, nous n'en voulons pas !!!

[...]

Alain PLAISIR,

Mardi 20 octobre 2009

Meeting du LKP (avec des invités de Martinique et de Guyane)

Place de la Mairie à Baie-Mahault